

## Newsletter, 18-21 mai 2015 Session plénière Strasbourg

### Débat sur le programme européen en matière de migration pour 2015-2020

Les députés aborderont le programme européen en matière de migration, présenté par la Commission le 13 mai, lors d'un débat qui débutera mercredi à 9h00 en présence du vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et de la présidence du Conseil.

6

### Des règles plus strictes sur le blanchiment d'argent pour lutter contre l'évasion fiscale et le financement du terrorisme

Les propriétaires réels de sociétés devront être inscrits dans les registres centraux des pays de l'UE, ouverts à la fois aux autorités et aux personnes ayant un "intérêt légitime", comme les journalistes, selon un accord Parlement/Conseil voté mercredi. La nouvelle directive anti-blanchiment d'argent vise à lutter contre le blanchiment d'argent, les infractions fiscales et le financement du terrorisme. De nouvelles règles facilitant le traçage de transferts de fonds seront aussi mises aux voix.

8

### Débat sur la Hongrie

Les députés débattront de la situation en Hongrie avec le vice-président de la Commission Frans Timmermans mardi en fin d'après-midi. Le débat fait suite aux remarques du Premier ministre Viktor Orbán sur la possibilité de rétablir la peine capitale en Hongrie et à une consultation publique sur l'immigration lancée par le gouvernement hongrois.

10

### Débat et vote sur une directive pour endiguer le flux des "minerais du conflit"

Un projet législatif pour aider à endiguer le flux de revenus vers les groupes armés résultant de la vente d'étain, de tantale et de tungstène, de leurs minerais et d'or sera débattu mardi et mis aux voix mercredi. Le projet, approuvé par la commission du commerce international, prévoit la certification obligatoire des fonderies et raffineries de l'UE.

11

### Examen de la stratégie proposée sur le marché unique numérique

La nouvelle stratégie de l'UE relative au marché unique numérique, publiée par la Commission européenne le 6 mai, sera examinée lors d'un débat mardi matin. La stratégie, qui expose 16 initiatives, notamment des propositions sur le commerce électronique, le blocage géographique, les télécommunications et les droits d'auteurs,

sera présentée par le vice-président de la Commission en charge du marché unique numérique, Andrus Ansip. 12

---

## **Les députés proposent des pistes pour des soins de santé plus sûrs**

Des mesures visant à améliorer la sécurité des patients, notamment en s'attaquant à la résistance croissante aux antibiotiques humains et vétérinaires et en promouvant l'innovation seront mises aux voix mardi. Les députés constatent qu'entre 8 et 12% des patients admis dans les hôpitaux de l'UE souffrent d'effets secondaires indésirables. 13

---

## **Contrefaçon de cigarettes: l'accord avec les fabricants en question**

L'UE doit-elle continuer à conclure des accords anti-contrefaçon conclus avec les fabricants de produits du tabac? Certains députés estiment que de tels accords sont devenus obsolètes par les dispositifs de traçage introduits par la nouvelle directive tabac. Les députés débattront du sujet après une déclaration de la Commission lundi. Un premier accord doit expirer en juillet 2016. 14

---

## **Les députés évaluent les progrès de réformes de la Turquie en 2014**

La Turquie doit intensifier la lutte contre la corruption, garantir la liberté des médias et d'expression, et respecter l'indépendance du système judiciaire, devraient souligner les députés mercredi. Dans une résolution évaluant les progrès de réformes de la Turquie en 2014, les parlementaires invitent le gouvernement turc à s'engager sans équivoque à respecter les valeurs et principes démocratiques, et appellent à davantage de coopération UE-Turquie en ce qui concerne la politique étrangère. 15

---

## **Les députés débattront de la sécurité et de la défense avant le sommet de juin**

L'UE et ses États membres doivent assumer des responsabilités accrues pour à la fois leur sécurité et leur défense, et pour faire face aux nouveaux défis sécuritaires aux frontières de l'UE. C'est ce que devraient déclarer les députés européens lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini. Le débat a lieu avant le tant attendu Conseil européen sur la défense de juin. 16

---

## **Attentes des députés pour le sommet sur le partenariat oriental de Riga**

Les députés feront part de leurs attentes concernant le sommet européen sur le partenariat oriental des 21-22 mai, lors d'un débat mercredi en présence de la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Federica Mogherini. Le sommet, organisé à Riga (Lettonie), rassemblera les dirigeants européens et ceux des pays du "voisinage oriental" de l'UE. 18

---

## **Débat sur la crise et les meurtres en ancienne République yougoslave de Macédoine**

Les députés devraient se pencher sur la crise politique en ancienne République yougoslave de Macédoine, exacerbée par les meurtres de 14 Albanais de souche et de 8 policiers pendant le weekend. Le débat se tiendra mercredi après-midi en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini. 19

---

## **Les députés appellent le Japon à suspendre son nouveau programme de "chasse scientifique à la baleine"**

Les députés devraient exhorter le Japon à mettre en attente son nouveau programme de chasse "scientifique" à la baleine en Antarctique jusqu'à ce que la Commission baleinière internationale (CBI) l'examine en septembre 2016. Dans un débat mercredi, ils souligneront que la Cour internationale de Justice a statué en 2014 que le précédent programme de chasse "scientifique" du Japon n'avait pas de véritables fins de recherche. Le Japon a annoncé un programme de remplacement débutant fin 2015. 20

---

### **Oliviers: les députés réclament des mesures pour prévenir la propagation des bactéries tueuses**

Le Parlement insistera pour que le maximum soit fait pour lutter contre l'épidémie de la bactérie *Xylella fastidiosa* et pour l'empêcher de se propager à d'autres régions de l'UE, y compris accorder plus de moyens à la recherche, dans une résolution qui sera votée mercredi. La *Xylella* a déjà infecté plusieurs milliers d'hectares de plantations d'oliviers en Italie, faisant craindre aux États voisins une propagation plus vaste. 21

---

### **Nouvelles dispositions sur les procédures d'insolvabilité transfrontalières**

Les entreprises en difficulté qui font du commerce transfrontalier devraient disposer d'une marge de manœuvre plus large pour restructurer leurs opérations et leurs finances avant d'être condamnées à la faillite, selon les règles européennes révisées sur les procédures d'insolvabilité transfrontalières qui seront débattues mardi et votées mercredi. 23

---

### **Aide étrangère: les pays de l'UE doivent respecter leurs engagements**

Les députés demanderont aux États membres de respecter leur objectif de consacrer 0,7% de leur revenu national à l'aide publique au développement (APD), lors d'un débat lundi et d'un vote mardi. Ils devraient aussi souligner l'important potentiel qui pourrait être libéré en mobilisant les ressources nationales de manière efficace dans les pays en développement ainsi que l'importance des contributions du secteur privé. 25

---

### **Les députés votent pour un calcul des indices de référence solide et transparent**

Un projet législatif européen visant à rendre plus fiables les indices de référence utilisés pour fixer le prix des prêts hypothécaires, des emprunts et des obligations des citoyens de l'UE sera mis aux voix mardi. Il a pour but d'assainir le processus de calcul des indices de référence, en réduisant les conflits d'intérêt comme ceux qui ont mené aux scandales de manipulation du LIBOR récemment. 26

---

### **Le garde-fou des prix de l'énergie de l'UE a besoin de plus de personnel pour prévenir les abus de marché**

L'agence européenne pour l'énergie (ACER) dispose de trop peu de personnel pour surveiller correctement les marchés énergétiques de l'UE. Les abus de marché et les hausses de prix abusives pourraient donc passer inaperçus, mettront en garde les députés lors d'un débat avec le commissaire à l'énergie jeudi. Ils vont lui demander si la Commission prévoit d'augmenter l'allocation budgétaire 2016 de l'UE dédiée à l'agence afin de remédier à la pénurie. 27

---

### **Congé de maternité: agir maintenant ou repartir à zéro**

Les plans visant à retirer un projet de directive de l'UE sur le congé de maternité, après un blocage de quatre ans au Conseil, seront débattus à la lumière des déclarations de la Commission européenne et du Conseil mardi après-midi. Dans un projet de résolution qui sera soumis à un vote mercredi, les députés appellent le Conseil des ministres à reprendre les négociations et à faire connaître sa position officielle. 28

---

## Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 21 mai à 11h00, avec des votes intervenant vers 12h00 sur les sujets suivants: 30

---

## Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figurent: 31

---

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2015-05-18>

## En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)  
[EP Live: suivre la séance en direct](#)  
[Europarl TV](#)  
[Conférences de presse et autres événements](#)  
[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)  
[EP Newshub](#)

## Contacts

---

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)  
☎ (+33) 3 881 74005 (STR)  
☎ (+32) 475 55 74 66  
✉ [presse-FR@europarl.europa.eu](mailto:presse-FR@europarl.europa.eu)

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)  
☎ (+33) 3 881 74151 (STR)  
☎ (+32) 498 98 13 37  
✉ [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

---

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ [presse-fr@europarl.europa.eu](mailto:presse-fr@europarl.europa.eu)

---

# Débat sur le programme européen en matière de migration pour 2015-2020

**Les députés aborderont le programme européen en matière de migration, présenté par la Commission le 13 mai, lors d'un débat qui débutera mercredi à 9h00 en présence du vice-président de la Commission, Frans Timmermans, et de la présidence du Conseil.**

Les quatre piliers sont une politique d'asile commune plus solide - incluant un programme de réinstallation à l'échelle européenne et la relocalisation à l'intérieur de l'UE dans les situations d'urgence -, la lutte contre le trafic d'êtres humains et la prévention de migrations clandestines, la gestion des frontières extérieures et une nouvelle politique sur la migration légale.

Le Parlement appelle depuis un moment la Commission à proposer "un programme européen ambitieux dans le domaine des migrations, qui prenne en compte tous les aspects du phénomène". Cet appel a, à nouveau, été lancé dans une résolution adoptée le 29 avril sur les dernières tragédies en Méditerranée et sur les politiques européennes de migration et d'asile.

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures rédige actuellement un rapport qui reflètera les orientations à moyen et plus long termes du Parlement sur les migrations. Les co-rapporteurs sont Roberta Metsola (PPE, MT) et Kashetu Kyenge (S&D, IT).

## **Note aux rédacteurs**

*La réinstallation est le processus par lequel, à la demande de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, sur base du besoin pour une personne d'une protection internationale, des ressortissants d'un pays extérieur à l'UE sont transférés d'un pays hors UE et établis dans un État membre.*

*La délocalisation est le transfert de demandeurs d'asile ou de réfugiés d'un État membre de l'UE à un autre.*

*Débat: mercredi 20 mai*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat*

*#migrationEU #migration*

## En savoir plus

[Déclaration du Président de la commission des libertés civiles, Claude Moraes, sur l'agenda européen en matière d'immigration \(13.05.2015\) \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne sur l'agenda européen en matière de migration](#)

[Communiqué de presse - Migration: le Parlement réclame des mesures urgentes pour sauver des vies \(29.04.2015\)](#)

[Etude EPRS - Asile et immigration illégale dans l'UE \(en anglais\)](#)

# Des règles plus strictes sur le blanchiment d'argent pour lutter contre l'évasion fiscale et le financement du terrorisme

**Les propriétaires réels de sociétés devront être inscrits dans les registres centraux des pays de l'UE, ouverts à la fois aux autorités et aux personnes ayant un "intérêt légitime", comme les journalistes, selon un accord Parlement/Conseil voté mercredi. La nouvelle directive anti-blanchiment d'argent vise à lutter contre le blanchiment d'argent, les infractions fiscales et le financement du terrorisme. De nouvelles règles facilitant le traçage de transferts de fonds seront aussi mises aux voix.**

La quatrième directive contre le blanchiment de capitaux contraindra, pour la première fois, les États membres de l'UE à tenir des registres centraux reprenant les informations liées aux propriétaires "effectifs" finaux de sociétés et autres entités légales, ainsi que de fiducies (trusts). Cette disposition a été incluse par les eurodéputés dans les négociations. Selon le texte, les banques, les auditeurs, les juristes, les agents immobiliers ou encore les casinos devraient se montrer plus vigilants concernant les transactions suspectes réalisées par leurs clients.

Les députés voteront également sur l'accord conclu en décembre sur le règlement des "transferts de fonds", qui vise à améliorer la traçabilité des payeurs et des bénéficiaires et de leurs actifs.

L'argent blanchi chaque année s'élève de 2 à 5% du PIB mondial.

## **Note aux rédacteurs**

*Un propriétaire "effectif" détient ou contrôle une entreprise ainsi que ses activités, et autorise, en fin de compte, les transactions - que cette propriété soit exercée directement ou par un mandataire.*

*Débat: mardi 19 mai*

*Vote: mercredi 20 mai*

*Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture*

*#moneylaundering #AMLDD #taxcrimes #terrorism*

## En savoir plus

[Texte de l'accord sur la directive blanchiment d'argent \(en anglais\)](#)

[Texte de l'accord sur la régulation des transferts de fonds \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse après le vote en commission \(27.01.2015\)](#)

[Profil du rapporteur de la commission des affaires économiques et monétaires sur le blanchiment d'argent, Krišjānis Kariņš \(PPE, LV\)](#)

[Profil du rapporteur de la commission des libertés civiles sur le blanchiment d'argent, Judith Sargentini \(Verts/ALE, NL\)](#)

[Profil du rapporteur de la commission des affaires économiques et monétaires sur les transferts de fonds, Peter Simon \(S&D, DE\)](#)

[Profil du rapporteur de la commission des libertés civiles sur les transferts de fonds, Timothy Kirkhope \(ECR, UK\)](#)

[Fiche de procédure sur le blanchiment d'argent](#)

[Fiche de procédure sur les transferts de fonds](#)

[Etude EPRS: Nouveaux outils européens pour lutter contre le blanchiment d'argent \(en anglais\)](#)

## Débat sur la Hongrie

**Les députés débattront de la situation en Hongrie avec le vice-président de la Commission Frans Timmermans mardi en fin d'après-midi. Le débat fait suite aux remarques du Premier ministre Viktor Orbán sur la possibilité de rétablir la peine capitale en Hongrie et à une consultation publique sur l'immigration lancée par le gouvernement hongrois.**

La commission des libertés civiles a tenu jeudi 7 mai un débat sur les effets possibles de la décision d'un État membre de l'UE de réintroduire la peine de mort, y compris les effets sur les droits de ce pays et son statut d'État membre. Ce débat a été lancé suite à la [décision du 30 avril de la Conférence des présidents](#) de demander à la commission des libertés civiles d'examiner la question "de toute urgence".

*Débat: mardi 19 mai*

*#fundamentalrights #Hungary #immigration*

### En savoir plus

[Enregistrement vidéo du débat sur la peine de mort en commission des libertés civiles \(07.05.2015\)](#)

[Déclaration du Président du PE Martin Schulz après une conversation téléphonique avec le Premier ministre Orbán \(30.04.2015\) \(en anglais\)](#)

# Débat et vote sur une directive pour endiguer le flux des "minerais du conflit"

**Un projet législatif pour aider à endiguer le flux de revenus vers les groupes armés résultant de la vente d'étain, de tantale et de tungstène, de leurs minerais et d'or sera débattu mardi et mis aux voix mercredi. Le projet, approuvé par la commission du commerce international, prévoit la certification obligatoire des fonderies et raffineries de l'UE.**

Le texte prévoit également la certification volontaire des opérateurs qui achètent, traitent et utilisent ces minéraux et métaux pour fabriquer des téléphones mobiles, machines à laver, des réfrigérateurs, etc.

Le Parlement est divisé quant à savoir si un système de certification obligatoire devrait s'appliquer à tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux en provenance de zones de conflit ou à haut risque.

*Débat: mardi 19 mai*

*Vote: mercredi 20 mai*

*Procédure: législative ordinaire*

*#conflictminerals #bloodminerals #metals #minerals*

## En savoir plus

[Projet de rapport sur un mécanisme européen d'autocertification pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène, de leurs minerais et d'or originaires de zones de conflit ou à haut risque](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(14.04.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Iuliu Winkler \(PPE, RO\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Etude EPRS: Imports de minerais depuis des zones de conflits \(en anglais\)](#)

# Examen de la stratégie proposée sur le marché unique numérique

La nouvelle stratégie de l'UE relative au marché unique numérique, publiée par la Commission européenne le 6 mai, sera examinée lors d'un débat mardi matin. La stratégie, qui expose 16 initiatives, notamment des propositions sur le commerce électronique, le blocage géographique, les télécommunications et les droits d'auteurs, sera présentée par le vice-président de la Commission en charge du marché unique numérique, Andrus Ansip.

## Prochaines étapes

Le Parlement répondra à la proposition par un rapport d'initiative, préparé en coopération par plusieurs commissions parlementaires, dont les commissions de l'industrie, du marché intérieur et des affaires juridiques.

## Dispositions relatives à TVA pour les livres et journaux numériques

Pendant un débat distinct organisé lundi en présence du commissaire chargé de l'économie numérique, Günther Oettinger, les députés se concentreront sur les dispositions existantes relatives à la TVA pour les livres, les journaux et les services numériques.

*Débat: lundi 18 mai (TVA) et mardi 19 mai (marché unique numérique)*

*Procédure: déclaration de la Commission (sans résolution)*

*#DigitalSingleMarket #ecommerce #geoblocking #telecoms #copyright*

## En savoir plus

[Communiqué de presse: Marché unique numérique - les présidents des commissions accueillent la proposition \(07.05.2015\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne sur le marché unique numérique](#)

[Etude EPRS: TVA sur les livres numériques et journaux en ligne dans l'Union européenne](#)

[Etude EPRS: Marché unique numérique pour l'Europe \(en anglais\)](#)

# Les députés proposent des pistes pour des soins de santé plus sûrs

**Des mesures visant à améliorer la sécurité des patients, notamment en s'attaquant à la résistance croissante aux antibiotiques humains et vétérinaires et en promouvant l'innovation seront mises aux voix mardi. Les députés constatent qu'entre 8 et 12% des patients admis dans les hôpitaux de l'UE souffrent d'effets secondaires indésirables.**

Les infections nosocomiales sont un problème de santé publique majeur dans l'UE.

Selon le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (CEPCM), en moyenne, un patient hospitalisé sur vingt souffre d'une infection nosocomiale dans l'UE, ce qui équivaut à 4,1 millions de patients chaque année. Et par an 37 000 personnes dans l'UE meurent suite à une infection liée aux soins (ILS), même si 20 à 30% de ces infections sont considérés comme évitables grâce à des programmes intensifs d'hygiène et de contrôle.

La résistance aux antimicrobiens est un phénomène de plus en plus observé dans l'UE et dans le monde. Il existe une résistance à certains antibiotiques utilisés couramment dans au moins 25% des cas dans plusieurs États membres.

Les mesures proposées visent à assurer un usage plus raisonné des traitements existants ainsi qu'à promouvoir l'innovation.

*Débat: lundi 18 mai*

*Vote: mardi 19 mai*

*Procédure: résolution non-législative*

*#PatientSafety #healthcare #veterinary #antibiotics*

## En savoir plus

[Projet de rapport sur des soins de santé plus sûrs en Europe: améliorer la sécurité des patients et lutter contre la résistance aux antimicrobiens](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(14.04.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Piernicola Pedicini \(EFDD, IT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

# Contrefaçon de cigarettes: l'accord avec les fabricants en question

**L'UE doit-elle continuer à conclure des accords anti-contrefaçon conclus avec les fabricants de produits du tabac? Certains députés estiment que de tels accords sont devenus obsolètes par les dispositifs de traçage introduits par la nouvelle directive tabac. Les députés débattront du sujet après une déclaration de la Commission lundi. Un premier accord doit expirer en juillet 2016.**

Les quatre accords de coopération ont été signés entre l'UE d'une part et Philip Morris International (PMI), Japan Tobacco International (JTI), Imperial Tobacco Limited (ITL) et British American Tobacco (BAT).

Certains députés estiment que ces accords, conclus pour lutter contre la contrefaçon et le trafic de cigarettes, ne devraient pas être renouvelés car ils auraient été rendus obsolètes par les outils de traçage et de suivi introduits par la nouvelle directive tabac, ainsi que par la signature par l'UE du protocole de l'OMS contre le commerce illicite de produits du tabac.

*Débat: lundi 18 mai*

*Procédure: déclaration de la Commission*

*#tobacco*

## En savoir plus

[Page internet de l'OLAF sur la contrebande de cigarettes](#)

[Communiqué de presse: Directive Tabac - le Parlement veut décourager les jeunes de fumer \(26.02.2014\)](#)

[Communiqué de presse de la Commission européenne: L'UE signe le protocole contre le commerce illicite de cigarettes \(09.12.2013\) \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

# Les députés évaluent les progrès de réformes de la Turquie en 2014

**La Turquie doit intensifier la lutte contre la corruption, garantir la liberté des médias et d'expression, et respecter l'indépendance du système judiciaire, devraient souligner les députés mercredi. Dans une résolution évaluant les progrès de réformes de la Turquie en 2014, les parlementaires invitent le gouvernement turc à s'engager sans équivoque à respecter les valeurs et principes démocratiques, et appellent à davantage de coopération UE-Turquie en ce qui concerne la politique étrangère.**

Le Parlement se prononcera jeudi sur la proposition de résolution de la commission des affaires étrangères.

*Débat: mercredi 20 mai*

*Vote: jeudi 21 mai*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat (avec résolution)*

*Conférence de presse: mercredi 20 mai à 14h00*

*#Turkey*

## **En savoir plus**

[Profil du rapporteur Kati Piri \(S&D, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Etude EPRS: Turquie 2014 - travaux en cours \(en anglais\)](#)

## Les députés débattront de la sécurité et de la défense avant le sommet de juin

**L'UE et ses États membres doivent assumer des responsabilités accrues pour à la fois leur sécurité et leur défense, et pour faire face aux nouveaux défis sécuritaires aux frontières de l'UE. C'est ce que devraient déclarer les députés européens lors d'un débat mardi avec la chef de la politique étrangère de l'UE Federica Mogherini. Le débat a lieu avant le tant attendu Conseil européen sur la défense de juin.**

Le Parlement vote sa résolution annuelle sur la politique européenne de sécurité et de défense commune (PSDC) mercredi. Le projet de résolution, préparé en commission des affaires étrangères, prie instamment les États membres de l'UE de faire un usage plus efficace des outils de la PSDC, de mieux coordonner leurs actions internes et externes de sécurité et de mettre en commun leurs ressources avec une plus grande synergie.

Dans une résolution séparée, également votée mercredi, les députés européens argumenteront en faveur d'un financement propre de la PSDC à travers une efficacité et une solidarité accrues entre les États membres.

*Débat: mardi 19 mai*

*Vote: mercredi 20 mai*

*Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité*

*Conférence de presse: mercredi 20 mai 10h00*

*#CSDP #security #defence #EUCO #CSSP*

## En savoir plus

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(10.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Arnaud Danjean \(PPE, FR\) – Rapport annuel de la PSDC](#)

[Profil du co-rapporteur Eduard Kukan \(PPE, SK\) – Financement de la PSDC](#)

[Profil du co-rapporteur Indrek Tarand \(Verts/ALE, EE\) – Financement de la PSDC](#)

[Profil du rapporteur Ana Gomes \(S&D, PT\)](#)

[Fiche de procédure – Rapport annuel de la PSDC](#)

[Fiche de procédure – Financement de la PSDC](#)

[Entretien avec le rapporteur Ana Gomes: Dépenses de défense à l'échelle européenne - créer la transparence](#)

## Attentes des députés pour le sommet sur le partenariat oriental de Riga

**Les députés feront part de leurs attentes concernant le sommet européen sur le partenariat oriental des 21-22 mai, lors d'un débat mercredi en présence de la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Federica Mogherini. Le sommet, organisé à Riga (Lettonie), rassemblera les dirigeants européens et ceux des pays du "voisinage oriental" de l'UE.**

Les pays du partenariat oriental sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

*Débat: mercredi 20 mai*

*#EaP #EasternPartnership #Ukraine #Russia #Georgia #Moldova #Armenia #Azerbaijan*

### **En savoir plus**

[Communiqué de presse: Euronest - il faut renforcer la coopération est-ouest en matière d'énergie \(18.03.2015\)](#)

## Débat sur la crise et les meurtres en ancienne République yougoslave de Macédoine

**Les députés devraient se pencher sur la crise politique en ancienne République yougoslave de Macédoine, exacerbée par les meurtres de 14 Albanais de souche et de 8 policiers pendant le weekend. Le débat se tiendra mercredi après-midi en présence de la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.**

Les 22 victimes sont décédées lors d'un raid de police d'une journée, mené dans un quartier albanais dans le nord du pays. Le gouvernement qualifie de "terroristes" les victimes albanaises suite à l'affrontement armé.

Mercredi, les députés débattront aussi avec Mme Mogherini de la situation en Éthiopie, avant les élections parlementaires du 24 mai dans le pays.

*Débat: mercredi 20 mai*

*Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité*

# Les députés appellent le Japon à suspendre son nouveau programme de "chasse scientifique à la baleine"

**Les députés devraient exhorter le Japon à mettre en attente son nouveau programme de chasse "scientifique" à la baleine en Antarctique jusqu'à ce que la Commission baleinière internationale (CBI) l'examine en septembre 2016. Dans un débat mercredi, ils souligneront que la Cour internationale de Justice a statué en 2014 que le précédent programme de chasse "scientifique" du Japon n'avait pas de véritables fins de recherche. Le Japon a annoncé un programme de remplacement débutant fin 2015.**

Dans une résolution de 2012, les députés européens ont déclaré qu'ils "cherchent à mettre fin à la chasse dite scientifique et soutiennent la désignation de régions importantes de l'océan et des mers comme sanctuaires où toute chasse est interdite indéfiniment". Ils ont également noté que "de sérieuses divergences" subsistent entre l'UE et le Japon sur la gestion de la pêche et les questions de chasse à la baleine.

*Débat: mercredi 20 mai*

*Procédure: déclaration du Conseil suivie d'un débat (sans résolution)*

*#whales #Japan*

## **En savoir plus**

[Résolution sur les négociations commerciales de l'Union européenne avec le Japon \(25.10.2012\)](#)

## Oliviers: les députés réclament des mesures pour prévenir la propagation des bactéries tueuses

**Le Parlement insistera pour que le maximum soit fait pour lutter contre l'épidémie de la bactérie *Xylella fastidiosa* et pour l'empêcher de se propager à d'autres régions de l'UE, y compris accorder plus de moyens à la recherche, dans une résolution qui sera votée mercredi. La *Xylella* a déjà infecté plusieurs milliers d'hectares de plantations d'oliviers en Italie, faisant craindre aux États voisins une propagation plus vaste.**

Lors du débat en séance plénière du Parlement en avril, les députés ont demandé à la Commission européenne d'indemniser les producteurs dont les arbres devront être abattus en raison des mesures d'éradication. Ils ont également appelé l'exécutif de l'UE à poursuivre la recherche pour en finir avec les maladies des plantes mortelles causées par des pathogènes tels que la bactérie *Xylella fastidiosa* et celle dite des taches noires, trouvés dans les importations d'agrumes d'Afrique du Sud.

### **Note aux rédacteurs**

*La *Xylella fastidiosa* a déjà infecté des milliers d'hectares d'oliviers dans la région des Pouilles au sud de l'Italie et pourrait aussi attaquer d'autres espèces végétales telles que les agrumes, la vigne et les fruits à noyau (amandes, pêches, prunes), menant, dans les cas les plus graves, à leur mort.*

*L'Italie cultive des olives sur environ 1 700 000 hectares, ce qui en fait le deuxième plus grand producteur d'olives dans l'UE, après l'Espagne. Environ 80% de cette surface est située dans le sud de l'Italie, dont approximativement 370 000 hectares dans la seule région des Pouilles.*

*Débat: jeudi 30 avril*

*Vote: mercredi 20 mai*

*Procédure: résolution non législative*

*#Xylella #XylellaFastidiosa #olivertrees #Apulia*

## En savoir plus

[Débat du PE sur l'épidémie de Xylella fastidiosa infectant les oliviers \(30.04.2015\)](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)

[Agence européenne de sécurité alimentaire: FAQ sur la Xylella fastidiosa](#)

# Nouvelles dispositions sur les procédures d'insolvabilité transfrontalières

**Les entreprises en difficulté qui font du commerce transfrontalier devraient disposer d'une marge de manœuvre plus large pour restructurer leurs opérations et leurs finances avant d'être condamnées à la faillite, selon les règles européennes révisées sur les procédures d'insolvabilité transfrontalières qui seront débattues mardi et votées mercredi.**

Parallèlement, ces dispositions clarifieront l'État membre compétent pour engager la procédure dans le but d'empêcher la recherche abusive de la juridiction la plus favorable afin de conclure un meilleur accord en cas d'insolvabilité ("forum shopping").

Un vote en faveur de ces dispositions confirmerait un accord informel conclu en novembre 2014 avec le Conseil des ministres, qui l'a formellement approuvé le 12 mars.

L'idée d'inclure les particuliers et les ménages dans le champ d'application de la nouvelle approche envers la faillite et l'insolvabilité des entreprises, qui vise à donner une seconde chance aux entreprises potentiellement viables, sera également débattue par la Commission mardi.

Selon la Commission européenne, chaque année, 50 000 entreprises sont confrontées à une procédure d'insolvabilité transfrontalière, et environ 400 000 personnes perdent leur emploi tous les ans en raison d'insolvabilités transfrontalières.

*Débat: mardi 19 mai*

*Vote: mercredi 20 mai*

*Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord de seconde lecture*

*#Insolvency #crossborder*

## En savoir plus

[Texte de l'accord sur les procédures d'insolvabilité \(en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Tadeusz Zwiefka \(PPE, PL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Etude EPRS sur la réforme du règlement européen sur l'insolvabilité \(en anglais\)](#)

[Etude EPRS: Finalisation de la réforme des règles d'insolvabilité transfrontalière \(en anglais\)](#)

[Recommandation de la Commission européenne relative à une nouvelle approche en matière de défaillances et d'insolvabilité des entreprises](#)

[Pack pour la presse de la Commission européenne sur l'insolvabilité \(en anglais\)](#)

## Aide étrangère: les pays de l'UE doivent respecter leurs engagements

**Les députés demanderont aux États membres de respecter leur objectif de consacrer 0,7% de leur revenu national à l'aide publique au développement (APD), lors d'un débat lundi et d'un vote mardi. Ils devraient aussi souligner l'important potentiel qui pourrait être libéré en mobilisant les ressources nationales de manière efficace dans les pays en développement ainsi que l'importance des contributions du secteur privé.**

Avec cette résolution, le Parlement apportera sa contribution à la position de l'UE lors de la conférence de haut niveau sur le financement du développement organisée en juillet à Addis-Abeba (Éthiopie).

Les nouveaux objectifs mondiaux de développement durable des Nations unies (programme de développement pour l'après 2015) devraient être approuvés lors du sommet de l'Assemblée générale de l'ONU qui se tiendra à New York au mois de septembre.

*Débat: lundi 18 mai*

*Vote: mardi 19 mai*

*Procédure: résolution non législative*

*#ffd3 #ffd #development*

### En savoir plus

[Projet de résolution sur le financement du développement](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(20.04.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Pedro Silva Pereira \(S&D, PT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Page internet de la 70e session de l'assemblée générale des Nations unies \(en anglais\)](#)

[Etude EPRS sur le programme de développement pour l'après 2015 \(en anglais\)](#)

[Etude du PE sur le financement du développement pour l'après 2015 : Améliorer la contribution des finances privées \(en anglais\)](#)

[Etude du PE sur la modernisation de l'aide au développement officielle \(en anglais\)](#)

# Les députés votent pour un calcul des indices de référence solide et transparent

**Un projet législatif européen visant à rendre plus fiables les indices de référence utilisés pour fixer le prix des prêts hypothécaires, des emprunts et des obligations des citoyens de l'UE sera mis aux voix mardi. Il a pour but d'assainir le processus de calcul des indices de référence, en réduisant les conflits d'intérêt comme ceux qui ont mené aux scandales de manipulation du LIBOR récemment.**

Le projet législatif a pour objectif de réduire les conflits d'intérêt en fixant des indices "d'importance critique", comme le LIBOR et l'EURIBOR, qui influencent les instruments financiers et les contrats d'une valeur moyenne d'au moins 500 milliards d'euros et qui pourraient donc affecter la stabilité des marchés financiers en Europe.

Tous les administrateurs d'indices de référence collectant, analysant et traitant les données qui ne sont pas rendues publiques ou qui utilisent une formule ou une méthode de calcul pour déterminer des indices de référence devraient être enregistrés auprès de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) et devraient publier une "déclaration concernant l'indice de référence" définissant précisément ce que leur indice mesure et jusqu'à quel point il est fiable.

Le projet de loi, déjà approuvé par la commission des affaires économiques et monétaires, sera mis aux voix par le Parlement dans son ensemble afin de consolider sa position pour des trilogues avec les États membres et la Commission.

*Débat: lundi 18 mai*

*Vote: mardi 19 mai*

*Procédure: codécision (législative ordinaire), vote sur le mandat pour les négociations*

*#transparency #benchmarks #mortgages #loans #bonds #LIBOR*

## En savoir plus

[Communiqué de presse sur le vote en commission \(31.03.2015\)](#)

[Profil du rapporteur Cora van Nieuwenhuizen \(ADLE, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Etude EPRS: Indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers](#)

# Le garde-fou des prix de l'énergie de l'UE a besoin de plus de personnel pour prévenir les abus de marché

L'agence européenne pour l'énergie (ACER) dispose de trop peu de personnel pour surveiller correctement les marchés énergétiques de l'UE. Les abus de marché et les hausses de prix abusives pourraient donc passer inaperçus, mettront en garde les députés lors d'un débat avec le commissaire à l'énergie jeudi. Ils vont lui demander si la Commission prévoit d'augmenter l'allocation budgétaire 2016 de l'UE dédiée à l'agence afin de remédier à la pénurie.

L'agence a besoin d'environ 45 nouveaux membres du personnel à temps plein, mais s'en est vue allouer seulement quinze.

Le règlement européen de 2011 sur l'intégrité du marché de vente de l'énergie en gros et sur la transparence (REMIT) est conçu pour prévenir les abus dans le commerce de l'énergie en gros. Il attribuera à l'agence pour la coopération des régulateurs de l'énergie (en anglais, Agency for the Cooperation of Energy Regulators, ACER) un rôle clé dans le dépistage, l'analyse et l'évaluation de nombreuses transactions sur le marché à partir du 7 octobre 2015.

Les députés européens ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations quant au manque de fonds pour embaucher du personnel en suffisance afin d'assumer cette responsabilité.

*Débat: jeudi 21 mai*

*Procédure: question orale à la Commission*

*#EUBudget*

## En savoir plus

[Communiqué de presse: Marché de l'énergie : les opérateurs seront forcés de dévoiler leurs accords \(14.09.2011\)](#)

[Question avec demande de réponse orale à la Commission concernant le manque de personnel de l'agence ACER](#)

[Fiche de procédure](#)

[Page internet de l'agence ACER](#)

# Congé de maternité: agir maintenant ou repartir à zéro

**Les plans visant à retirer un projet de directive de l'UE sur le congé de maternité, après un blocage de quatre ans au Conseil, seront débattus à la lumière des déclarations de la Commission européenne et du Conseil mardi après-midi. Dans un projet de résolution qui sera soumis à un vote mercredi, les députés appellent le Conseil des ministres à reprendre les négociations et à faire connaître sa position officielle.**

Si la Commission européenne retire le projet législatif, alors les députés l'exhorteront à déposer une nouvelle initiative législative rapidement, et en tout cas sous la future présidence luxembourgeoise du Conseil.

Le Parlement européen a modifié le premier projet en octobre 2010 pour étendre le congé de maternité de 14 à 20 semaines intégralement rémunérées et introduire deux semaines de congé de paternité entièrement rémunérées.

## Contexte

En octobre 2008, la Commission a proposé de revoir la législation actuelle (directive 92/85), dans le cadre du paquet de "l'équilibre travail-vie privée", basé sur la convention de la protection de la maternité de l'OIT de 2000. En octobre 2010, le Parlement européen a clos sa première lecture et soumis la législation modifiée au Conseil. Le Conseil n'a pas encore affirmé une quelconque position sur la question.

La Commission a déclaré son intention de retirer le projet de proposition, conformément à son programme pour une réglementation affûtée et performante (REFIT).

*Débat: mardi 19 mai*

*Vote: mercredi 20 mai*

*#maternityleave*

## En savoir plus

[Proposition amendée sur le congé de maternité - texte adopté \(20.10.2010\)](#)

[Communiqué de presse \(20.10.2010\)](#)

[Note d'information \(15.10.2010\)](#)

[Note d'information: FAQ sur la santé et la sécurité des travailleuses enceintes \(24.2.2010\)](#)

[Études d'impact sur les coûts et bénéfices des congés de maternité et paternité \(en anglais\)](#)

[Questions-réponses sur l'extension du congé maternité et du congé paternité](#)

[Fiche de procédure](#)

# Résolutions concernant les droits de l'homme et la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, jeudi 21 mai à 11h00, avec des votes intervenant vers 12h00 sur les sujets suivants:**

- le Zimbabwe et le cas du défenseur des droits de l'homme Itai Dzamara;
- le sort des réfugiés Rohingya, notamment les fosses communes en Thaïlande; et
- le Swaziland et le cas du syndicaliste Thulani Maseko.

*Débat: jeudi 21 mai*

*Vote: jeudi 21 mai*

*Procédure: résolutions non législatives*

*#humanrights*

## Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus, figurent:

- Calendrier 2016 du PE, *vote mercredi*;
- Élection d'un vice-président du Parlement européen, *vote mercredi*;
- Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, *question orale, débat mercredi, vote jeudi*;
- Initiative pour l'emploi des jeunes, question orale au Conseil, *vote mercredi*;
- Créneaux de croissance verte pour les PME, *rapporteur Philippe De Backer (INI), débat lundi, vote mardi*;
- Objections aux mesures de mise en œuvre concernant les importations d'alcools éthyliques d'origine agricole, *vote jeudi*; et
- Résolution sur les exemptions relatives au cadmium dans les applications d'éclairage, *vote mercredi*.